

Point d'étape sur les initiatives de la CGT concernant la situation au Moyen-Orient

Cela fait plus de trois mois que le sang coule à flot au Moyen-Orient, depuis les actes de terreur du Hamas et le déluge de feu qu'Israël provoque en retour contre la bande de Gaza. Cette note vient en renfort du tract et de la mobilisation du 13 janvier 2024 à laquelle appelle la CGT au côté de ses partenaires du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens. Son objectif est de favoriser une meilleure implication et une meilleure visibilité de la CGT sur la question palestinienne. Elle vise à livrer quelques éléments appréciatifs sur nos positionnements et sur le contexte dans lequel se déroule notre intervention (1) et à fournir des éléments de connaissance des différents acteurs en présence sur le dossier israélo-palestinien (2). Elle vise aussi à faire le point sur les initiatives déjà prises par la CGT et sur celles auxquelles nous envisageons de prendre part (3) et livre quelques données factuelles récentes (4).

1. Eléments d'appréciation de nos positionnements et du contexte politique dans lequel ils se sont construits

Alors que la NUPES a formellement et officiellement cessé d'exister en raison des divisions au sein de la gauche exacerbées par le conflit, la CGT s'est efforcée de construire des positions justes pour tous les peuples victimes du conflit, fidèles à ses engagements de long terme, sans tomber dans les pièges nombreux qui s'ouvraient au fur et à mesure que le drame se déroulait. Nous avons rapidement su qualifier les attaques du Hamas du 7 octobre d'actes de terreur, sans pour autant fixer le démarrage de notre analyse à cette date tragique et sans réviser fondamentalement nos analyses établies sur le moyen et le long terme.

Formellement, nous avons recherché l'unité la plus large possible sans transiger sur nos positions mais en faisant en sorte de ne pas considérer les divisions du camp progressiste comme insurmontables. Notons d'ailleurs le caractère irresponsable des forces politiques de notre pays qui ont fait usage du conflit israélo-palestinien pour régler de multiples comptes : au sein de la gauche, entre gauche et droite, lançant à tort et à travers les accusations d'antisémitisme, d'apologie du terrorisme, agitant à tout va les spectres de la guerre de religion ou de la guerre civile. En réponse, notre recherche d'unité s'est d'abord développée au sein du Collectif National pour une Paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens dont nous sommes membres fondateurs et qui réunit près de cinquante organisations très variées (voir le point 2). Elle s'est doublée d'une recherche d'actions communes avec la

plupart des grandes associations humanitaires et de solidarité qui n'en sont pas membres. La CGT s'est enfin efforcée de construire, avec moins de succès, des initiatives intersyndicales : elles n'ont réellement débouché qu'avec la FSU et Solidaires.

Cette approche et nos expressions ont été largement saluées et appréciées dans et hors la CGT, ce qui nous a conféré une place assez centrale dans la construction des initiatives unitaires. Notons cependant que cette place est sans rapport avec nos moyens ou avec nos intentions et que nous avons à plusieurs reprises fait les frais de cet écart : ainsi, alors que nous apparaissions co-déclarant en préfecture de nombreuses manifestations et rassemblements, nous n'avons cependant pas toujours été en mesure de fournir des effectifs conséquents lors des manifestations, à l'exception de celle du 18 novembre. De même, lors des manifestations de masse des 22 octobre, 4 et 18 novembre (alors que nous avons beaucoup mis en avant cette date) et 2 décembre, la mobilisation syndicale était beaucoup moins forte que celles des quartiers populaires ou des associations. Cette situation est souvent très problématique, car elle laisse le champ libre à des organisations activistes et militantes développant leur agenda politique propre, possiblement divergent du nôtre.

Dernier aspect dans ce bilan appréciatif de nos actions et positions : la quasi-totalité des expressions des organisations de la CGT s'est appuyée sur les positionnements confédéraux ce qui a réduit les dissonances et démontre une grande unité de l'organisation sur le sujet.

2. Panorama des acteurs de la solidarité avec la Palestine

Ces acteurs sont évidemment essentiellement présents au plan national, mais on peut les retrouver dans les mobilisations en territoires en fonction de leurs animateurs localement et de leurs forces militantes. Les autres syndicats et les partis politiques le sont tous mais avec une sensibilité plus ou moins marquée sur le sujet palestinien en fonction des réalités locales. Enfin, des associations comme l'Association France Palestine Solidarité ont également un maillage territorial substantiel, très mobilisée sur l'organisation des manifestations, et dans laquelle on retrouve un nombre important d'adhérents de la CGT. Voici donc les réseaux nationaux actifs sur la Palestine :

a. Le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI) fondé en 2000 et regroupant plus de 50 organisations¹.

¹ Six mots d'ordre, approuvés à l'unanimité du collectif en 2002, constituent la référence de chacune de ses interventions publiques :

- ▶ Pour le retrait immédiat des troupes israéliennes des Territoires occupés
- ▶ Pour l'envoi immédiat d'une force internationale de protection du peuple palestinien
- ▶ Pour la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël
- ▶ Pour les droits nationaux du peuple palestinien et l'application des résolutions des Nations Unies
- ▶ Pour une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens, dans des États aux frontières sûres et reconnues
- ▶ Contre toutes les violences racistes en France, notamment celles qui visent des Juifs et des Arabes.

La CGT en est membre fondatrice et sa colonne vertébrale militante est fournie par l'Association France Palestine Solidarité (dont la dernière AG en novembre s'est déroulée dans la salle du CCN. Tous les partis politiques de gauche à l'exception du PS en sont membres (EELV, PCF, PG-LFI, NPA, ...); syndicalement, nous y retrouvons la FSU, Solidaires et l'UNEF; enfin, on y côtoie des organisations juives (UJFP, UAVJ), arabes, palestiniennes ou musulmanes (FTCR, Forum Palestine Citoyenneté, ATMF) ou certaines associations (comme le MRAP, le Mouvement de la Paix ou ATTAC).

- b. **La Plateforme des ONG françaises pour la Palestine** : créée en 1993 dans le contexte des accords d'Oslo, elle a pour objectif de mobiliser pour la reconnaissance des droits des Palestiniens, notamment celle d'un Etat palestinien souverain, sur les lignes dites de 1967. Certains membres du CNPJDPI y sont également présents (comme l'AFPS, le Mouvement de la Paix, le MRAP et l'UJFP), mais cette plateforme s'est essentiellement constituée pour établir un espace réservé aux associations, autonome des jeux que peuvent développer par ailleurs les forces politiques. Aucun parti n'est donc membre, aucun syndicat non plus. Les principales structures qui l'animent sont Amnesty International, la LDH, le CCFD, la CIMADE, le MAN ...

- c. Plusieurs organisations palestiniennes associent souvent leurs efforts au CNPJDPI dans la construction d'initiatives et manifestations sans en être formellement membres : c'est notamment le cas **d'Urgence Palestine** (Salah Hamouri), de **Boussole Palestine** et de **Génération Palestine**. Ces structures souvent très souples ont cependant une réelle capacité de mobilisation. On l'a bien vu lors des manifestations les plus réussies lors desquelles elles parviennent clairement à mobiliser la jeunesse des quartiers populaires. Ces associations sont très courtisées par des groupes activistes et militants. Elles présentent enfin la caractéristique d'avoir des liens très forts avec la Palestine elle-même et d'en être le visage en France. Il est donc particulièrement important de faire la jonction avec elles dans les manifestations.

- d. Les **collectifs Boycott Désinvestissement Sanctions** : la CGT n'est pas membre du réseau BDS au plan confédéral même si plusieurs de ses structures le sont comme la FERC, la FNAF ou la FNIC. BDS est en fait une campagne qui porte les trois axes de son intitulé dans une démarche très militante visant à dénoncer Israël pour l'amener à changer de politique. Trop souvent et de façon inacceptable, Israël répond à ces campagnes par des amalgames entre elles et l'antisémitisme, ce que la CGT a toujours contesté, même sans être membre de BDS. Nous avons ainsi, il y a quelques années, pris la défense de militants BDS inquiétés, avec la LDH. Notons que plusieurs partenaires

syndicaux de la CGT sont membres des campagnes BDS au plan international : TUC Britannique, IRTUC Irlandaise, plusieurs centrales syndicales de Scandinavie.

- e. Enfin, nous ne travaillons pas, au plan confédéral, avec certains groupes qui ne nous semblent pas suffisamment clairs sur la reconnaissance de l'existence d'Israël : c'est notamment le cas de CAPJPO (Coordination des appels pour une paix juste au Proche-Orient) Euro Palestine, constituée au moment de la présentation d'une liste conduite par Dieudonné, aux élections européennes de 2004.

3. Liste des expressions et actions de la CGT depuis le 7 octobre 2023 :

Ceci est un petit récapitulatif des expressions et actions de la CGT depuis le 7 octobre (au plan confédéral uniquement, les initiatives locales ne sont pas répertoriées). Toutes ces actions ont donné lieu à des productions et à leur diffusion dans et hors l'organisation (CP, tracts, appels, interventions). Par ailleurs, le numéro spécial Palestine du Bulletin International de mai 2022 a fait l'objet d'une rediffusion aux organisations :

- **9 octobre** : diffusion d'une première **déclaration**.
- **18 octobre** : diffusion d'une seconde **déclaration**.
- **22 octobre** : **participation et intervention de C. Verzeletti** au **rassemblement** du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI). Au moins 20000 personnes présentes sur la place de la République.
- **26 octobre** : **Intervention de S. Binet au meeting de la LDH** (500 personnes).
- **30 octobre** : **courrier de S. Binet à la PGFTU** (réponse orale)
- **30 octobre** : **courrier de S. Binet à Koach La Ovdim** (réponse écrite)
- **4 novembre** : **participation et intervention de C. Verzeletti** à la **manifestation** du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI). 60000 participants annoncés.
- **7 novembre** : **intervention de Hala Abou Hassira**, ambassadeur de Palestine en France **devant le CCN**.
- **8 novembre** : **courrier de S. Binet à E. Macron** (sans réponse)
- **9 novembre** : **intervention de S. Binet au meeting du RAAR** commémorant « la nuit de cristal », devant un petit millier de personnes.
- **11 novembre** : participation à la **manifestation** du CNPJDPI « Cessez le feu – Stop au massacre à Gaza ». Mobilisation moins importante que le 4 novembre.
- **12 novembre** : **décision de non-participation** de la CGT à la manifestation avec le Rassemblement National contre l'antisémitisme.
- **18 novembre** : grande **manifestation** à l'initiative de la CGT et **intervention de B. Plazzi** avec le CNPJDPI pour la paix et un cessez le feu. Beaucoup de déclinaisons en

territoires de cette manifestation, avec recensement par la coordination des luttes de 79 manifestations mobilisant 82 départements (en comptant des départements d’Île de France qui manifestent à Paris). De nouveau 60000 participants annoncés, malgré la pluie.

- **27 novembre au 1^{er} décembre** : organisation de la **visite en France de deux camarades de notre organisation sœur Israélienne Koach La Ovdim. Rencontre avec S. Binet** le 1^{er} décembre.
- **2 décembre en matinée** : **participation et intervention de B. Plazzi** à l’AG de l’AFPS qui s’est tenu salle du CCN.
- **2 décembre après-midi** : **participation et intervention de B. Plazzi** à la **manifestation** du CNPJ DPI exigeant un cessez le feu immédiat. Mobilisation syndicale en forte décline par rapport au 18 novembre.
- **13 décembre à Bruxelles** : **rencontre de S. Binet avec la direction de la PGFTU. Adoption d’une nouvelle déclaration de la CSI** exigeant notamment le respect des résolutions de l’ONU, le démantèlement des colonies, la libération de tous les otages et prisonniers. Un passage demandant de mettre sous pression les multinationales commerçant avec les colonies est fortement combattu mais adopté à la majorité moins les voix de la Histadrut – avec laquelle nous n’avons plus de relations depuis 2013 – , du DGB, de l’OGB et de TCO. Diffusion de cette déclaration aux organisations de la CGT.
- **15 décembre** : participation au **meeting intersyndical** (CGT, FSU, Solidaires) à la Bourse du Travail.
- **6 janvier 2024** : manifestation pour le cessez le feu à l’appel des organisations palestiniennes (Urgence Palestine et Boussole Palestine). Soutien sans participation de la CGT qui sera mobilisée sur la manifestation des kurdes au même moment.

A venir (à l’heure où ces lignes sont écrites) :

- **13 janvier à 14h30, départ place de la République pour la manifestation parisienne** : participation de la CGT à la manifestation du CNPJ DPI pour un cessez-le-feu immédiat

4. Point de la situation en ce début d’année 2024

La PGFTU nous transmet régulièrement la liste nominative des victimes civiles des bombardements israéliens à Gaza. Le dernier décompte reçu fait état de plus de 22000 morts, dont plus du tiers sont des enfants de moins de 12 ans. Près de 2 millions de gazaouis ont dû quitter leurs logements, la densité de population dans le sud du territoire atteint des sommets et le dénuement des réfugiés est dramatique. Près de 93% des Gazaouis sont déclarés en situation d’insécurité alimentaire aigüe le 23 décembre 2023 par le programme alimentaire mondial. Début janvier, 21 des 36 hôpitaux de Gazas sont totalement détruits ou abandonnés et les autres sont en situation de rupture. Plus de la moitié des habitations de la bande de Gaza sont aujourd’hui détruites.

En lieu et place de cessez-le-feu, une simple trêve a été négociée entre le 24 novembre et le 1^{er} décembre. Elle a permis la libération de 110 des 240 otages israéliens détenus par le Hamas et un léger répit pour la population gazaouie soumises aux bombardements. L'aide humanitaire arrive cependant au compte-goutte par la frontière avec l'Égypte et ne répond absolument pas aux urgences et aux besoins vitaux des populations civiles.

Internationalement, l'assassinat ciblé en plein Beyrouth par un drone israélien, le 3 janvier, de Saleh Al-Arouri, le numéro deux du bureau politique du Hamas, pourrait faire craindre un engagement plus résolu du Hezbollah au côté de son allié palestinien. Les tensions qui augmentent en Iran, les jeux de la Russie et de la Syrie d'un côté, ceux des Etats-Unis de l'autre, pourraient précipiter toute la région dans un chaos encore plus important.

Enfin, en Israël même, le choc des attaques du 7 octobre continue de générer des secousses qui radicalisent et légitiment encore davantage les positions belliqueuses et jusqu'au-boutistes : il y a quelques jours, deux ministres israéliens, Bezalel Smotrich (Finances), et Itamar Ben Gvir, (Sécurité nationale), ont demandé le retour des colons israéliens à Gaza et « l'encouragement de la migration des palestiniens de ce territoire ». Nos camarades de Koach La Ovdim nous ont alerté sur la criminalisation (qui passe en fait beaucoup par une forme d'auto-censure) de toute opinion divergente s'inscrivant dans le cadre d'une fascisation à marche forcée de la société tout entière qui rappelle beaucoup la situation actuellement en cours en Russie.